

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/REG/W/13

15 avril 1997

(97-1620)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat une communication datée du 9 avril 1997, par laquelle elle lui demandait de distribuer à tous les Membres de l'OMC la note ci-jointe relative à l'établissement de rapports biennaux afin de faciliter le débat proposé sur cette question.

ETABLISSEMENT DE RAPPORTS BIENNAUX SUR LE FONCTIONNEMENT
DES ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX PREFERENTIELS

1. Les discussions préliminaires sur cette question étaient fondées sur une liste de points établie par le Secrétariat (WT/REG/W/3). Les Membres étaient d'avis que le respect de l'obligation juridique d'établir des rapports biennaux sur le fonctionnement des accords commerciaux régionaux préférentiels pourrait contribuer à accroître la transparence de ces accords. Ils ont également estimé que les procédures visant à donner effet à cette obligation devraient être conçues pour fonctionner de manière efficace, compte tenu des autres procédures pertinentes de l'OMC.

2. L'établissement de rapports biennaux est dans une large mesure négligé depuis de nombreuses années, malgré l'obligation juridique faite aux Membres de l'OMC en vertu du paragraphe 11 du Mémoire d'accord du Cycle d'Uruguay sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994 et la décision bien antérieure prise dans le cadre du GATT. Nous estimons que cela est en partie dû à l'absence d'une définition claire et objective de la procédure d'établissement de rapports biennaux, ainsi qu'à des doutes quant à l'usage qui a été fait de ces rapports dans le passé. Ce problème doit être réglé de façon que tous les Membres de l'OMC puissent voir clairement les avantages du processus de présentation de rapports.

3. L'objectif principal de l'établissement de rapports biennaux devrait être de faciliter un débat systématique régulier au Comité des accords commerciaux régionaux, qui améliorerait la transparence des accords commerciaux régionaux préférentiels et permettrait d'examiner de manière approfondie leur incidence sur le système commercial multilatéral. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que le Comité convienne que les rapports biennaux doivent être principalement axés sur la mise en oeuvre des accords commerciaux régionaux, les modifications qui y sont apportées ou qui affectent leur application, et la présentation de données commerciales récentes destinées à préciser les effets de ces accords sur les pays qui y sont parties et sur d'autres Membres de l'OMC.

4. Il conviendrait que le Secrétariat établisse un calendrier pour la présentation des rapports biennaux, de façon que les Membres de l'OMC soient dûment avertis de cette obligation. Par souci de cohérence et de traitement équitable, des rapports biennaux devraient être présentés pour chaque accord commercial régional prévoyant des conditions d'accès préférentiel en faveur de certains Membres de l'OMC seulement, et pas simplement pour ceux qui sont réputés avoir une incidence importante sur le système commercial multilatéral. Il conviendrait également, en raison de leurs effets possibles sur le système commercial multilatéral, d'exiger des rapports biennaux sur les accords commerciaux régionaux qui sont justifiés en vertu de dérogations et de la Clause d'habilitation. Les accords commerciaux régionaux qui existent depuis longtemps et, pour lesquels les rapports des Groupes de travail du GATT les concernant ne contiennent pas de prescriptions clairement définies en matière de présentation de rapports, devraient eux aussi être soumis à l'obligation d'établir des rapports biennaux.

5. Idéalement, le contenu des rapports biennaux devrait couvrir:

- l'évolution des échanges bilatéraux sur les deux dernières années, de même que les échanges avec les tierces parties, par produits/secteurs-clés;
- lorsqu'il existe un accord provisoire, les dispositions prises pour rendre l'accord commercial régional pleinement conforme à l'article XXIV, y compris les progrès accomplis pour respecter le calendrier figurant dans l'accord (le cas échéant);
- toutes modifications apportées à l'accord négocié au cours des deux dernières années (par exemple, les produits récemment inclus ou exclus de l'accord, ainsi que les

modifications apportées aux principales mesures à la frontière telles que droits et contingents), et tous accords additionnels, lettres d'accompagnement, mémorandums d'accord, interprétations communes, résultats d'examens, etc.;

- les obstacles au commerce toujours en place, et les efforts faits dans le passé et envisagés dans le cadre de l'accord pour les éliminer;
- les plans concernant l'évolution en cours de l'accord, par exemple élargissement de la participation ou transformation en une union douanière (le cas échéant).

6. Il conviendrait d'adopter un modèle type pour tous les rapports biennaux, qui couvrirait les éléments susmentionnés et tous autres éléments nécessaires pour atteindre les objectifs du processus de présentation de rapports.

7. Il faut faire en sorte que l'établissement de rapports biennaux ne donne pas lieu à des chevauchements: par exemple, l'examen biennal de l'UE dans le cadre du MEPC devrait avoir une orientation différente quant au fond de celle du rapport biennal au Comité des accords commerciaux régionaux. Il en irait de même pour la présentation de rapports au titre de dérogations.

8. Il faut que les Membres étudient comment traiter les rapports, et si ces derniers devraient être examinés de manière ponctuelle ou systématique. Nous avons indiqué plus haut que l'objet de l'établissement de rapports biennaux devrait être de permettre au Comité des accords commerciaux régionaux d'analyser l'interaction des accords commerciaux régionaux préférentiels et du système commercial multilatéral, et de tirer des conclusions quant à la nécessité de prendre ou non des dispositions. Il n'y aurait donc guère lieu d'examiner tous les deux ans l'évolution des différents accords, bien que cela ne soit pas exclu. Selon nous, il conviendrait d'examiner l'ensemble des rapports biennaux à la même réunion du Comité, plutôt que séparément à mesure qu'ils sont présentés. Il faudrait que le Comité tienne une réunion extraordinaire annuelle pour débattre de l'ensemble des rapports biennaux présentés au cours de la période précédente, et c'est pourquoi nous proposons d'opter de préférence pour un examen systématique, qui permettrait d'établir des comparaisons entre certains aspects des différents accords, et faciliterait la mise en évidence des tendances et de toutes questions systémiques que le Comité devrait examiner plus en détail. Ce dernier pourra décider, sur la base d'un tel examen, de recommander au Conseil compétent d'étudier la possibilité de réviser certaines règles ou décisions de l'OMC.

9. L'analyse ci-dessus a trait aux dispositions de l'article XXIV et aux accords commerciaux régionaux visés par le Mémorandum d'accord du Cycle d'Uruguay. Dans le cas des accords d'intégration économique (services), il ressort de l'article V:7.b de l'AGCS que la présentation de rapports périodiques sur la mise en oeuvre d'un accord n'est requise que pour les accords dont la mise en application doit se faire par étapes. La question se pose donc de savoir si les prescriptions en matière de présentation de rapports devraient être étendues aux accords d'intégration économique portant sur les services, question qu'il appartiendrait au Conseil du commerce des services d'examiner sur recommandation du Comité des accords commerciaux régionaux. Cela semblerait être une démarche logique, et nous suggérons d'exiger que les rapports soient communiqués au plus tard deux ans après le premier examen par le Comité des accords commerciaux régionaux.